

# Économie sociale et solidaire : démocratie et contradictions (p. 4)

Supplément à l'Humanité

# Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Jacques Chabalié - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Polotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing  
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

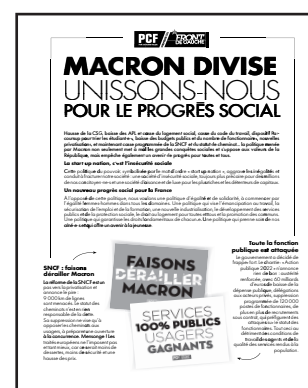
Publication du PCF sous  
Creative Commons  
BY-NC-SA

## 22, V' LÀ LE MOUVEMENT SOCIAL



La popularité de Macron chute, la combativité sociale est à la hausse. Dans la rue le 22 mars pour défendre l'accès au service public, à commencer par le ferroviaire, les cheminots, mais aussi l'ensemble des fonctionnaires et l'intérêt des usagers.

### SERVEZ-VOUS



### MÉDIAS

- 21 mars, 16 h, Fabien Roussel, LCP
- 22 mars, 8 h 30, Pierre Dharréville, LCP

### VIDÉOS



Tour de France  
des hôpitaux





# SNCF, changer OUI, casser NON !



Lors d'une conférence de presse, Pierre Laurent a présenté les propositions de financement du PCF pour le service public ferroviaire et la campagne nationale d'actions : « Mon train, ma gare, ma ligne, j'y tiens » (extraits)

1. Le projet de loi Macron « Pour un nouveau pacte ferroviaire » ne résoud aucun des problèmes de la SNCF mais va les aggraver ! Le réseau ferré national manque cruellement de maintenance et d'investissements. Nous n'avons cessé de le dénoncer depuis des années. Aujourd'hui, le gouvernement acte le « sous-investissement dans le réseau ferré » mais il n'apporte que des mauvaises réponses (concurrence, fin des recrutements au statut, dégradation des conditions de recrutement, zéro moyen nouveau ) (...)
2. Le risque évident c'est la fermeture de lignes que les régions n'auront pas les moyens de financer, une catastrophe en matière d'aménagement du territoire (...)
3. La vraie question, c'est le financement du système ferroviaire, pour laquelle nous avançons des solutions.(...)



Conférence de presse du PCF avec Pierre Laurent et Hubert Wulfranc.

**Libérer la SNCF du poids de la dette pour investir et embaucher.**  
**Un fonds européen pour les services publics, un plan européen pour le ferroviaire. [...]**

Nous demandons à M<sup>me</sup> la Ministre une rencontre pour parler des propositions que nous avons présentées dans le cadre de notre contribution aux Assises sur les Mobilités. La recette totale attendue est de 6 milliards répartie entre 3 milliards pour la SNCF en direct, et plus de 2 milliards pour financer tous les types d'investissements dans les différents modes de transport.

- **L'augmentation de la taxe locale sur les bureaux et son extension à toute la France** (2 milliards par an). Le taux de la taxe locale sur les bureaux peut être modulée avec un effet redistributif à l'échelle nationale. Elle serait portée à 50 euros par m<sup>2</sup> à la Défense et dans le cœur de Paris (5 à 10 euros en province seulement). C'est tout à fait accessible, la taxe étant à 22 euros par m<sup>2</sup> aujourd'hui, et les entreprises payant plus de 500 euros de loyer par m<sup>2</sup> actuellement.
- **L'extension de la taxe sur les parkings d'hypermarchés à l'ensemble du pays** (très vertueuse en matière d'aménage-

ment du territoire, permet le développement du petit commerce, la revitalisation des centres-villes, les groupes de la distribution n'auront qu'à développer des plus petites surfaces mieux intégrées dans la ville comme supérettes et supermarchés (2 milliards par an).

- **Le déplaçonnement du versement transport** (avec péréquation nationale) **et la création versement transport additionnel pour les régions** (réclamé depuis des années par les élus de tous bords ( 500 à 800 millions par an).
- **La création d'un Livret d'Épargne Transport** (pour que l'épargne populaire aille vers les transports publics.
- **La renationalisation des autoroutes.**
- **La création d'une éco-taxe poids lourds régionalisée** (1 milliard par an).

Trouver 3 milliards par an pour investir c'est donc possible, plutôt que de s'attaquer aux effectifs et au statut des cheminots. Avec la reprise de la dette, le financement des investissements et les nouvelles ressources dégagées, nous proposons :

- **Des conférences annuelles régionales, nationale, européenne du transport ferroviaire** pour élaborer avec les usagers, les salariés, la SNCF, les acteurs du transport des enga-

gements chiffrés, évalués et suivis.

- **Un plan d'embauche et de formations** en adéquation avec les objectifs de développement décidés.
- **La négociation d'un statut commun aux salariés du transport**, cheminots et routiers, pour lutter contre le dumping social.

**4. Une campagne d'actions dans toute la France aux côtés des cheminots.**  
 Les cheminots seront dans l'action le 22 mars et en grève à partir du 3 avril. Nous serons à leurs côtés dans la rue le 22 mars et durant toute la grève dans les modalités qu'ils décideront.  
 Il ne s'agit pas seulement de solidarité avec les cheminots mais de l'intérêt général pour stopper la dégradation du service public et gagner un plan de développement ambitieux du transport ferroviaire sur tout le territoire national.

Du 20 mars au 3 avril, nous allons nous adresser aux usagers dans toutes les gares et les trains de France pour que le mouvement soit celui de tous, cheminots et usagers. Avec un mot d'ordre commun : « Ma gare, ma ligne, mon train, j'y tiens. SNCF 100 % public », nous voulons que soient portées en commun les revendications des cheminots et celles des usagers pour un meilleur service public. Nous proposons aux usagers le port d'un badge : « Mon train, j'y tiens », et d'organiser l'action des usagers aux côtés des cheminots.

**A ce jour, notre présence est déjà programmée dans plus de 950 gares cette semaine !**

Enfin, nous favoriserons toutes les initiatives unitaires pour faire grandir le mouvement comme nous venons de le faire avec la déclaration de douze organisations de gauche et écologistes. Nous devons gagner la bataille de l'opinion. C'est pour cela que les communistes dans les jours et semaines à venir vont au contact des usagers dans les gares. ✪

## Essonne Être sur le terrain, faire du porte-à-porte, c'est aussi préparer le congrès !

**A** Amadou Deme, secrétaire départemental de la fédération communiste de l'Essonne, insiste volontiers dans toutes ses interventions sur l'importance du travail de terrain. Dans certaines villes du département, on tend à faire trois à quatre porte-à-porte par semaine. Un sacré rythme, on en conviendra, qui ces dernières années a déjà porté ses fruits et contribué à fournir des résultats probants, que ce soit sur le plan électoral ou sur celui du renforcement du PCF. Si l'on cite régulièrement l'exemple de Grigny, ville très populaire, l'une des plus pauvres du département, où le Parti dispose d'élus et de militants proches des gens, attentifs au développement du PCF entendu comme un parti utile, d'autres territoires où l'activité militante était en berne depuis plusieurs années ont vu cette activité totalement relancée et permis aux communistes de recouvrer une certaine visibilité, notamment en s'appuyant sur une grande bataille départementale menée depuis 2016 pour la défense du logement social public et qui a rencontré un vif succès auprès des populations. Mais Amadou Deme ajoute aussitôt : « Ça ne marche que s'il y a du suivi, si l'on sait retourner vers les gens déjà vus et

avec lesquels on est en mesure d'entretenir le lien créé avec eux. Il s'agit moins de faire des « coups » que d'opérer régulièrement, de reprendre contact, de nourrir la relation en la construisant dans la durée. Nous sommes, ainsi, en mesure de connaître leurs attentes, d'établir également un listing de tous ces contacts et de mieux cibler les efforts militants. Ce travail est en grande partie une question de volonté, de retrouver confiance en soi ». Trop souvent, laisse-t-il entendre, « on joue petit car on se croit petit dans nos organisations, et s'il est vrai que tout est fait (médias, air du temps, crise de la politique, habitudes de vie, etc.) pour minorer le travail politique, l'engagement militant et l'efficacité du militantisme, l'expérience du terrain nous montre que rien n'est plus éloigné de la réalité que ce défaitisme. Y compris dans nos quartiers populaires, pourtant touchés plus qu'ailleurs par l'abstention, il existe une grande disponibilité chez les gens, qui s'exprime parfois d'elle-même, ou presque. » Il signale ainsi avoir reçu au siège de la fédération ces derniers jours plus de cent cinquante pétitions et quarante adhésions sur la question de l'hôpital « par la poste ! » Dans cette période de recomposition politique, de grand remue-ménage,

où bien des forces sont absentes du terrain, les communistes ont tout à gagner à occuper celui-ci et à s'engager dans ce grand travail d'éducation populaire conçu dans la proximité. Si dans nos tracts on pointe un problème concret (santé, pouvoir d'achat, jeunesse, logement...) mais qu'on bifurque, aussitôt le problème posé, sur la seule solution, la RÉVOLUTION tout de suite, on tape à côté de la plaque, nous ne sommes pas entendus, tout simplement. On passe au mieux pour des rêveurs, au pire pour des gens dévoués mais peu responsables. Par contre, si on témoigne de notre bonne connaissance du dossier, du sérieux de nos propositions alternatives, de notre intérêt pour les questions soulevées par le mouvement social, de notre capacité à faire bouger réellement les choses et, là encore, de notre détermination non pas à faire un coup mais à nouer des liens de confiance, on sera en mesure, une fois cette confiance installée avec la crédibilité qui l'accompagne, de mener une bataille idéologique véritablement efficace. Amadou Deme pense qu'avec cette simple méthode, c'est-à-dire une pratique militante soutenue, diffusant un discours lisible et accessible au plus grand nombre, les candidats communistes peuvent obtenir demain de très bons résultats dans de nombreuses villes. Il pense aussi que tout ce travail permet de préparer de façon optimale le congrès du PCF de novembre prochain, un congrès ne devant pas se borner à des discussions internes mais ouvert à tous les citoyens désireux de débattre avec les communistes, rappelle-t-il. ✪

G. S.

# Au cœur des luttes de classes

Le projet du président Macron de casser, vite, le modèle social se heurte à de nombreuses résistances. La bataille de l'opinion est engagée. Le pouvoir pousse à la division. Comment se positionnent les communistes dans la perspective du 22 mars ? Et comment la préparation du congrès prend place dans cette actualité ? Entretien avec Vincent Bouget, dirigeant du PCF, secrétaire fédéral du Gard.

## Communistes COMMENT TU CARACTÉRISES LE MOUVEMENT SOCIAL ?

**VINCENT BOUGET :** On assiste à une multiplication des luttes en ce moment avec une montée en puissance des mobilisations. On l'a bien constaté jeudi (15 mars) avec les manifestations des retraités et des Ehpad. On a vu une forte participation, bien plus importante que lors des précédents mouvements. On le voit aussi dans la fonction publique et on espère que le 22 mars sera une grande journée. On le voit dans le privé aussi avec des luttes dans des grandes entreprises comme Carrefour ou Castorama. Et puis on sent monter aussi une nouvelle bataille du rail avec les dispositions proposées par les syndicats. Il y a la colère des cheminots mais aussi l'implication des usagers. Ce mouvement social est encore multiforme, il doit se développer partout mais on sent bien qu'il est là. On en perçoit toutes les potentialités aujourd'hui.

## Communistes LES COMMUNISTES SONT PARTIE PRENANTE À CES LUTTES ?

**V. B. :** Les communistes sont impliqués dans beaucoup de ces luttes, notamment par l'intermédiaire de leurs syndicats. Ils étaient très présents jeudi dans les manifestations ; ils seront là dans les mobilisations autour de la SNCF. Mais on a besoin de se déployer encore plus, en tant que communistes, à la rencontre des salariés, où qu'ils soient, des usagers parce qu'il faut qu'on mène une rude bataille d'idées. Je prends l'exemple de la SNCF. Là il nous faut à la fois tordre le cou aux idées reçues sur les cheminots et leur statut pour éviter que le débat qui est engagé par le gouvernement n'oppose les salariés entre eux – ce que cherche le pouvoir ; et donc poser la question fondamentale qui est derrière cette bataille qui est celle du service public ferroviaire, qui a des

dimensions à la fois sociales, économiques, écologiques. C'est une grande bataille d'idées que les communistes aujourd'hui doivent mener partout dans le pays.

## Communistes ET COMMENT TU FERAI LE RAPPORT ENTRE LE MOUVEMENT SOCIAL, L'ENGAGEMENT COMMUNISTE ET LA PRÉPARATION DU CONGRÈS ?

**V. B. :** On est là au cœur des enjeux du congrès, dans cette participation aux mobilisations, dans le sens de ces mobilisations. Parce qu'on est au cœur du mouvement réel de la société, au cœur des luttes de classes. On est donc au cœur de nos questions sur la stratégie communiste aujourd'hui. On peut, à travers ces expériences de luttes de classes, faire en sorte que le plus grand nombre s'approprie, à chaque fois, les objectifs de transformation. Marx disait : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Nous, on a tout intérêt à pousser cet objectif à travers une grande bataille d'idées et en faisant en sorte que les salariés fassent leurs objectifs de transformation, qui sont des objectifs de transformation globale. Le communisme en action, en acte : on peut pousser cette idée dans les mobilisations et voir quels résultats on peut obtenir, quels enseignements à tirer pour les décisions de congrès qu'on aura à prendre, et qui seront importantes. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff



## MAYOTTE Des mesures fortes pour engager le développement du département français et de l'Archipel comorien

Il ne pourra y avoir d'avancées dans le vivre ensemble à Mayotte tant que la question du développement et de la coopération avec toutes les îles de l'archipel ne sera pas affrontée avec le courage et la responsabilité nécessaires. La France a, certes, des devoirs envers les Mahorais, et elle est loin de répondre aux obligations d'égalité liées à la départementalisation décidée à marche forcée par Sarkozy. Mais elle a aussi de grandes responsabilités et une dette historique à l'égard de l'ensemble des Comoriens. Les inégalités entre les îles de ce même archipel provoquent des drames humains et sont un obstacle au développement. Notre pays, l'Europe et la communauté internationale doivent peser de tout leur poids pour des investissements sur les quatre îles en matière d'éducation, de santé, de logement... C'est le moyen de contrer des inégalités de développement insupportables qui déchirent la région. Ce serait une conception réellement progressive du rôle de la France et de l'Europe dans le monde que le pouvoir du président Macron devrait faire progresser sans attendre.

Dans l'immédiat, le pouvoir doit engager tous les moyens à sa disposition pour stopper les violences, rétablir la confiance et travailler les véritables solutions d'avenir qui passent inmanquablement par le co-développement et le respect de l'ensemble des populations de l'archipel. C'est la seule solution d'avenir. ✪

PCF

## PLANÈTE

# Mobilisation générale le 24 mars pour stopper Erdogan

À l'heure où ces lignes s'écrivent, Afrin (nord de la Syrie) est sous un déluge de feu tandis que l'armée turque et ses supplétifs de Daech et d'Al-Nosra contrôlent désormais la ville. Depuis soixante jours, les combattants kurdes opposaient aux bombardements, aux destructions et aux exactions une résistance héroïque, seuls, abandonnés et trahis par ceux qui, voici encore quelques semaines, les encensaient pour leur engagement face à la barbarie djihadiste. Privés d'eau et de réseaux de communication, affamés, ils fuient maintenant par milliers pour échapper aux pillages, aux massacres, aux viols et aux égorgements des troupes d'Ankara. Le bilan humain provisoire est terrible avec en quelques jours près de 300 victimes, un millier de blessés dont de nombreux enfants. Après les Arméniens il y a un siècle, les Kurdes ont tout lieu de craindre l'attitude génocidaire de R.T. Erdogan. Les masques sont tombés devant ceux qui feignaient de croire que la Turquie, sans jamais avoir été menacée, entendait protéger sa frontière. Sans ambages, R.T. Erdogan vient de déclarer : « *Maintenant, le drapeau turc flotte là-bas.* » Dans sa politique de conquête de territoires d'un État souverain, il entend désormais poursuivre l'offensive dans tout l'espace kurde jusqu'à la frontière irakienne avec la bénédiction de Moscou et de Washington. L'épuration ethnique qui se dessine vise clairement à faire d'Afrin une base arrière d'enracinement du terrorisme islamiste avec de lourdes conséquences pour la région, l'Europe et la France. Le silence médiatique qui a entouré cette agression et qui contraste avec le traitement légitime des massacres dans la Ghouta orientale a constitué un encouragement pour les

exactions sanguinaires de R.T. Erdogan. Cette attitude incompréhensible atteint l'odieux lorsque certains médias endossent la rhétorique vengeresse d'Ankara qui consiste à qualifier de terroristes le PYD, le PKK et tous les opposants à cette dictature fasciste. Cette couardise a constamment occulté le terrorisme de l'État turc.

## “Sauver l'expérience démocratique et pacifiste du Rojava”

Le gouvernement français a commis une grave faute en considérant que l'on pouvait comprendre R.T. Erdogan et en faisant preuve à son égard d'une tolérance complice. Nul ne peut croire qu'Emmanuel Macron, qui a reçu début janvier le président turc, ignorait ses intentions. Certes, à une question orale de Pierre Laurent unanimement saluée au Sénat, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a concédé que « *la situation était grave* » après avoir légitimé, lors d'une interpellation de Jean-Paul Lecoq à l'Assemblée nationale, la propagande d'Ankara. Les crimes de guerre exigent plus que des paroles. Ce lâche silence va-t-il se poursuivre à Paris et à Bruxelles alors que R.T. Erdogan incendie à nouveau la Syrie et multiplie les provocations à l'égard de Chypre et de la Grèce ? La France et l'Union européenne doivent parler plus fermement, condamner la politique d'Ankara, exiger l'interdiction du survol de l'aviation turque et son retrait du territoire syrien. Dans ce contexte,



le transfert de trois milliards d'euros par l'UE à la Turquie, pour gérer la crise migratoire, est indigne et illustre le manque de courage politique face à cette tyrannie, d'autant que des procédures judiciaires s'engagent en France, en Belgique et en Allemagne afin de mettre un terme aux opérations des services secrets turcs (MIT) visant à éliminer, sur le continent, des dirigeants kurdes.

L'heure est donc à la mobilisation générale pour Afrin et pour sauver l'expérience démocratique et pacifiste du Rojava. Pierre Laurent et Jean-Paul Lecoq ont interpellé le Président de la République et sollicité une audience, qu'ils souhaitent transpartisane, car l'urgence est absolue. Cet appel à l'opinion publique a trouvé un large écho à l'occasion de la conférence de presse organisée par les parlementaires communistes et qui a réuni de très nombreux élus de tous les groupes. Aux côtés d'Hubert Wulfranc et d'Alain Bruneel, on notait la présence de Clémentine Autain et de François Pupponi. Les voix des responsables kurdes Agit Polat et Nursel Kilic ont résonné et se sont amplifiées avec la tenue à Paris du Tribunal permanent des peuples pour juger des crimes de la Turquie. Des manifestations se dérouleront en Europe le 24 mars 2018. Dans toutes les grandes villes françaises des défilés auront lieu et le PCF entend contribuer à en faire un succès pour exprimer sa solidarité totale avec les Kurdes qui incarnent le combat pour la liberté, la paix et la démocratie. Notre honneur aujourd'hui est de protéger partout les Kurdes. ✪

Pascal Torre  
Secteur international du PCF



# L'Économie sociale et solidaire : démocratie et contradictions

Animé par Marc Brynhole, le collectif Idées travaille à fournir des éléments d'analyses pour mieux comprendre la société française. Chaque note, pilotée par un/une auteur/e est débattue et retravaillée au sein du collectif puis éditée en vue d'être versée au débat.

Les pages *Communistes* en publient la version courte, la revue *Cause commune* la version intégrale et la plateforme dédiée au Congrès également.

Ci-dessous, une note (*ici en version condensée*) pilotée par Sylvie Mayer.

L'Économie sociale et solidaire est composée d'associations, de coopératives, de mutuelles, de collectifs locaux ou d'initiatives locales qui ont en commun de redonner une utilité sociale à la production économique et d'avoir un mode de production rendant le salarié, l'utilisateur, le producteur, le patient... acteurs/actrices de l'économie et de la société.

Dans les entreprises de l'ESS, une personne égale une voix, pas de rémunération des parts sociales des sociétaires, réserves financières impartageables, adhésion volontaire au sociétariat. Elle est présente dans quasiment tous les domaines de l'économie. Ce n'est pas une économie caritative ou de réparation, même si elle s'intéresse plus à ces champs que le reste de l'économie capitaliste.

Les principales caractéristiques statutaires des organisations de l'ESS sont une personne égale une voix, pas ou peu de rémunération des parts sociales des sociétaires, réserves financières impartageables, adhésion volontaire au sociétariat. Elle est présente dans quasiment tous les domaines de l'activité économique.

La loi ESS de juillet 2014 a ouvert les portes à des sociétés hors du statut coopératif, à condition qu'elles se conforment à des buts identiques à ceux de l'ESS sous statut, avec une gouvernance démocratique et des objectifs autres que le seul partage des bénéfices prioritairement consacrés au maintien ou au développement de l'activité. Ceci mérite vigilance et débat.

Aujourd'hui l'ESS c'est 10 % du PIB réalisés par 200 000 entreprises, 2 380 000 salariés, 54 milliards d'euros, 12,7 % des emplois privés, une progression de 24 % de l'emploi privé depuis 2000, une perspective de 600 000 recrutements d'ici à 2020 en raison des départs à la retraite.

De par ses valeurs et ses pratiques, l'Économie sociale et solidaire est un des éléments forts du dépassement du capitalisme. Elle a la volonté de redonner un sens politique à l'activité économique et d'articuler de manière cohérente le pourquoi nous produisons, avec le comment nous le faisons. L'ESS propulse la démocratie au cœur du système productif. Elle participe concrètement à l'évolution des notions de propriété, d'entreprise, de valeur et concourt à l'émancipation des travailleurs.

Autre caractéristique de l'ESS, c'est le produire en commun : une dimension collective à la base du succès de créations ou reprises d'entreprises comme les Pilpa, les Scop-ti ou Hélio Corbeil, avec l'introduction de nouvelles pratiques plus démocratiques et plus écologiques et une supériorité économique et technologique de cette forme d'autogestion. L'entreprise devient un espace de production sociale en adéquation avec son environnement.



L'ESS, enfin, produit avec du sens : elle modifie la notion de propriété, redonne des droits aux salariés, mais aussi à toute personne affectée par l'activité de l'entreprise par-delà les intérêts des apporteurs de capitaux. C'est le cas des SCIC – sociétés coopératives d'intérêt collectif – qui réunissent salariés, usagers, élus territoriaux, et montrent une possible continuité entre entreprises coopératives et services publics. C'est le cas des CAE – Coopératives d'activité et d'emploi – qui remplacent avec efficacité l'auto-entreprenariat et émanicipent les jeunes face à l'ubérisation.

Nous voulons tout à la fois travailler à une ESS vraiment émancipatrice et démocratique et à son développement. Nous ne cherchons pas à faire croire que l'ESS est totalement vertueuse, ne serait-ce que parce que les salariés des banques et des mutuelles ne sont pas directement sociétaires, que les grandes associations font vivre la souffrance à nombre de leurs salariés et que les grosses coopératives agricoles ont oublié leur rôle et se sont lancées dans la compétition internationale en oubliant leurs mandants.

Nous sommes cependant persuadés qu'elle possède en elle et grâce à ses statuts la capacité de participer à une transformation de l'économie. À nous de contribuer à transformer ce morcellement autogestionnaire en un système autogestionnaire émancipateur et démocratique, alliant entreprises coopératives, vie associative et services publics et intégrant les « parties prenantes » dans une gestion démocratique de l'économie.

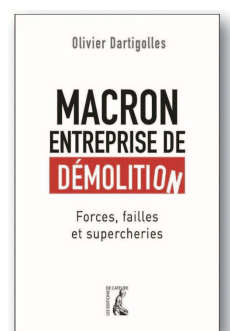
## Qui va gagner 100 milliards ?

Les entreprises du CAC 40 ont empoché 100 milliards d'euros de profits en 2017. C'est 20 % de plus qu'en 2016 « qui fut déjà un excellent millésime » se réjouit *Le Figaro Économie*. Ainsi, alors que les salariés sont mis à la diète, que l'austérité fait des ravages dans les collectivités, qu'on casse le service public au nom d'« économies », les goinfres s'empiffrent. Mais au fait qui sont ces goinfres ? Bonne question. Qui va gagner ces 100 milliards ? Une récente étude d'Euronext sur les actionnaires du CAC 40 montre qu'on ignore l'origine de 42 % de ces fonds ! Ils sont « hors des radars » avoue la presse spécialisée. En bref, les autorités boursières reconnaissent ne pas savoir l'identité d'un actionnaire du CAC 40 sur deux ! Qui se cache derrière ces 42 % de fonds opaques ? Quels trafics se nichent derrière ces sommes (42 %, ça représente plus de 500 milliards d'euros...) ? Les parrains de la drogue ? Du trafic d'armes, d'être humains ? Des Cahuzac aux grands pieds ? Alors qu'on nous assomme de chiffres et de milliards du matin au soir, voici un résultat dont personne ne parle. Bizarre. Vous avez dit bizarre ?

Gérard Streiff

## MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries  
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)  
COMMANDE des organisations  
Règlement à l'ordre du PCF à :  
PCF - 2, place du Colonel-Fabien  
75019 Paris  
Prix préférentiel pour les fédérations



Pour des débats autour du livre :

Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél. : 01 40 40 11 11)

PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE D'OLIVIER DARTIGOLLES  
21 mars, Digne / 27 mars, Tours  
28 mars, Poitiers

## Hôpital / Saint-Brieuc



Le débat « *Vivre, vieillir dans la dignité, le respect : l'humain d'abord* », avec Patrick Couratin AD-PA, Jean-Charles Sacchi, philosophe, Olivier Dartigolles (7 livres vendus) et animé par Christiane Caro, commission Santé du PCF, a été un succès. Quatre-vingts personnes, d'opinions politiques et religieuses diverses. A été souligné le rôle des femmes majoritairement concernées, les effets dévastateurs du manque de professionnels qualifiés et de l'âgisme, « *racine du désintérêt des pouvoirs publics pour les Français vieillissants* ». Nécessité impérieuse de travailler cette question qui traverse toute la société, d'obtenir des créations d'emplois qualifiés et placer l'humain au cœur du changement de société.

## SOUSCRIPTION

Je verse : ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

## Boulogny/Meuse



Eric Bernardi, maire communiste de Boulogny (55) de 1995 à 2014, retrouve son poste à l'issue du second tour des élections municipales.